



**OPALE**  
OBSERVATOIRE  
PARTENARIAL  
ÉCONOMIE  
EMPLOI  
INSERTION

**Regard sur  
l'économie  
et les entreprises  
lyonnaises n°49**

FÉVRIER  
2021

## Un début d'année marqué par les incertitudes

### SYNTHÈSE

Dans un contexte d'incertitudes sanitaire et économique, l'économie lyonnaise connaît un début d'année en demi-teinte. Côté clair, le climat des affaires s'est bien redressé depuis six mois et l'activité se rapproche de son niveau d'avant-crise dans un grand nombre de secteurs, notamment le bâtiment. Le nombre de défaillances d'entreprise reste faible. Côté sombre, les prévisions sont prudentes et dépendantes de l'évolution de l'épidémie. L'activité demeure très dégradée dans l'hôtellerie-restauration, les loisirs et l'événementiel, avec une absence de perspective de reprise. La situation du commerce de détail est également compliquée (couvre-feu, fermeture des centres commerciaux).

Dans la métropole de Lyon, 3 900 emplois ont été perdus en un an dans le secteur privé, malgré un vif rebond au cours de l'été 2020. Le recul est sensible dans l'intérim et dans l'industrie. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi progresse depuis le début de la crise sanitaire, avec 9 600 inscrits supplémentaires sans activité entre février et décembre. On note une hausse forte pour les jeunes et pour les demandeurs d'emploi de longue durée.

La diversité du tissu économique de la métropole lyonnaise d'une part, et les mesures de soutien nationales et locales d'autre part, restent des amortisseurs solides face à cette crise sans précédent.

Achevé de rédiger le 26 février 2021

Éléments de cadrage	2
L'emploi salarié	4
Les demandeurs d'emploi	6
Les bénéficiaires du RSA	8
Les créations d'entreprise	9
Les défaillances d'entreprise	9
Le commerce extérieur	10
L'immobilier d'entreprise	11
Zooms sectoriels	12-15

# L'impact de la crise sur l'activité économique lyonnaise : éléments de cadrage

**53%**  
des petites et moyennes entreprises anticipent une stabilité ou une hausse de leur activité en 2021

## Avertissement

Dans l'ensemble de la publication, les données concernant le Rhône concernent la circonscription départementale (métropole et nouveau département).

## Un climat des affaires stable en janvier

L'activité des entreprises lyonnaises est globalement bien orientée en ce début d'année, même si elle reste légèrement inférieure à celle observée un an auparavant.

Dans l'industrie, les chefs d'entreprises de la région interrogés par la Banque de France estiment que leur activité atteint 91% de son niveau habituel. La production industrielle progresse et le courant d'affaires s'intensifie, dans la continuité des derniers mois de 2020. Les mesures de couvre-feu en vigueur en janvier et février n'ont quasiment pas d'impact. Certains secteurs sont particulièrement bien orientés en janvier : l'industrie automobile, la fabrication de produits métalliques et la fabrication de machines et équipements.

Dans les services marchands, le niveau d'activité s'améliore en janvier et atteint également 91% de son niveau habituel, avec cependant de fortes disparités selon les secteurs. Dans l'hébergement et la restauration, avec de nombreux établissements fermés, l'activité n'atteint pas 30% d'un mois de janvier normal ; les activités de loisirs sont aussi extrêmement dégradées. Les autres secteurs sont mieux orientés et ne semblent pas pénalisés par les mesures de couvre-feu.

Dans le bâtiment, l'activité reste soutenue, très proche de son niveau normal (98%).

## Des prévisions prudentes

Les perspectives pour les prochains mois restent marquées par une grande incertitude. Elles dépendent de la circulation du virus et de ses variants, de l'avancée des campagnes de vaccination, des mesures sanitaires mises en place en France (poursuite du couvre-feu, éventuel troisième confinement...), mais aussi de l'environnement international, qui semble un peu moins porteur en ce début d'année.

Dans son enquête auprès des petites et moyennes entreprises de la région (TPE et PME), la CCI Auvergne-Rhône-Alpes souligne que seulement 14% des dirigeants s'attendent à une reprise de leur activité au premier semestre 2021 ; 39% envisagent une stabilité. Là encore, le bâtiment et les travaux publics sont les mieux orientés (une entreprise sur quatre anticipe une hausse), ainsi que l'industrie (une entreprise sur cinq).

## Des implantations moins nombreuses en 2020

L'Aderly a connu une année 2020 à la lumière du contexte général, avec malgré tout une certaine résilience. Les investissements sont en baisse d'environ 35% par rapport à 2019 dans la région lyonnaise, alors que plusieurs acteurs internationaux s'accordent sur une baisse globale entre 40 et 50% des investissements directs étrangers. Les abandons de projets ont été peu nombreux et environ un quart des investissements a été mis en suspens.

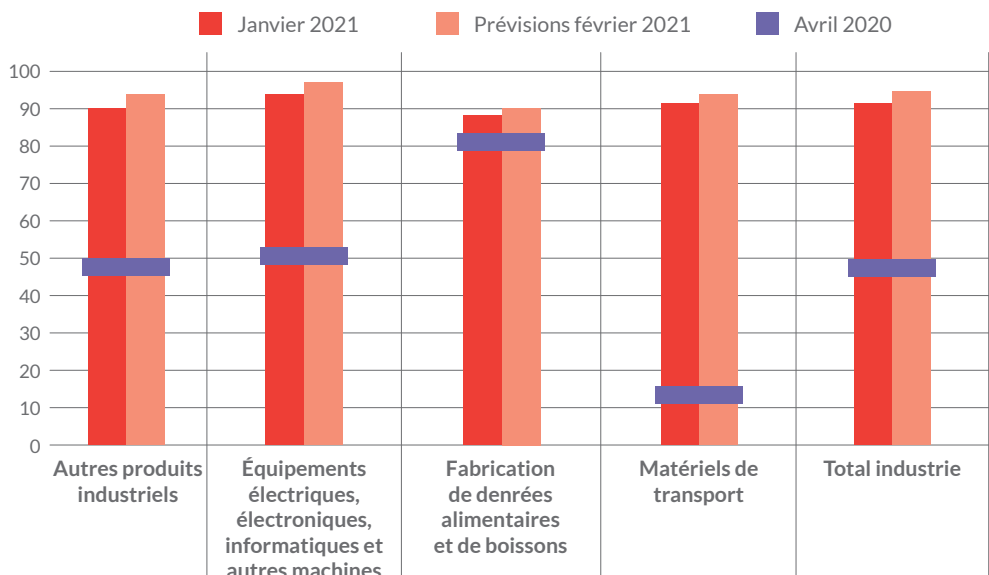
Plusieurs projets significatifs avec une forte composante de production ont été confirmés :

- reprise du site Famar de Saint-Genis-Laval par le Libanais Benta Pharma Industries,
- installation et regroupement d'activités de Symbio dans les piles à hydrogène,
- création d'une usine de maroquinerie à Bully par le groupe Jabouley, avec plus de 100 emplois à la clé.

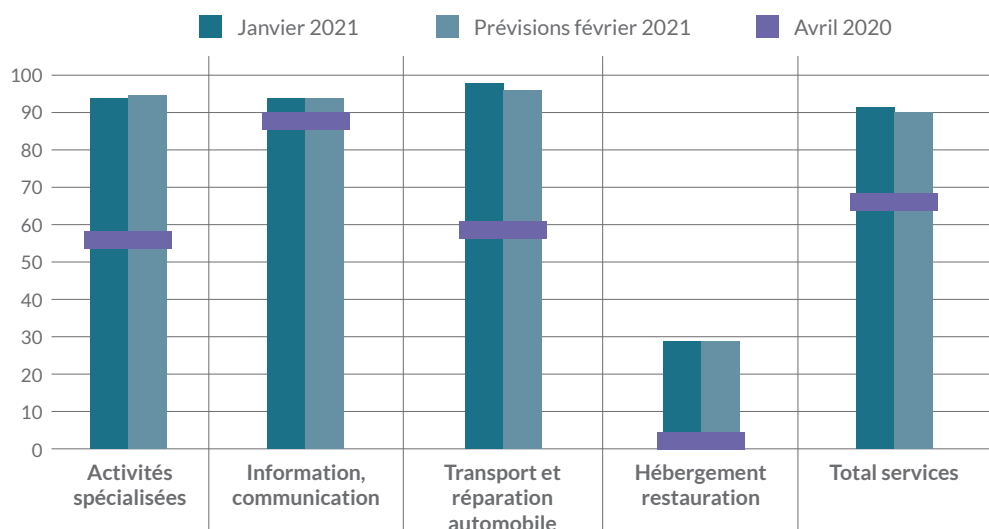
## Sources :

- Insee Auvergne-Rhône-Alpes. Conjoncture : une économie fragile à l'aube de la deuxième vague, n°25, janvier 2021
- Banque de France – Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, janvier 2021
- CCIR Auvergne-Rhône-Alpes. Conjonct'AUURA TPE-PME, janvier 2021
- Urssaf – Conjoncture 3<sup>e</sup> trimestre 2020, Stat'UR Auvergne-Rhône-Alpes, n°26, janvier 2021
- Banque de France – Point sur la conjoncture française à fin janvier 2021
- Insee – Point de conjoncture. 4 février 2021
- OFCE – L'économie française en 2020-2022 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCE. Policy Brief, n°85, 29 janvier 2021

**INDUSTRIE**  
**Jugement des dirigeants d'entreprise sur le niveau d'activité de leur entreprise**  
En pourcentage du niveau jugé « normal »



**SERVICES**  
**Jugement des dirigeants d'entreprise sur le niveau d'activité de leurs entreprises**  
En pourcentage du niveau jugé « normal »



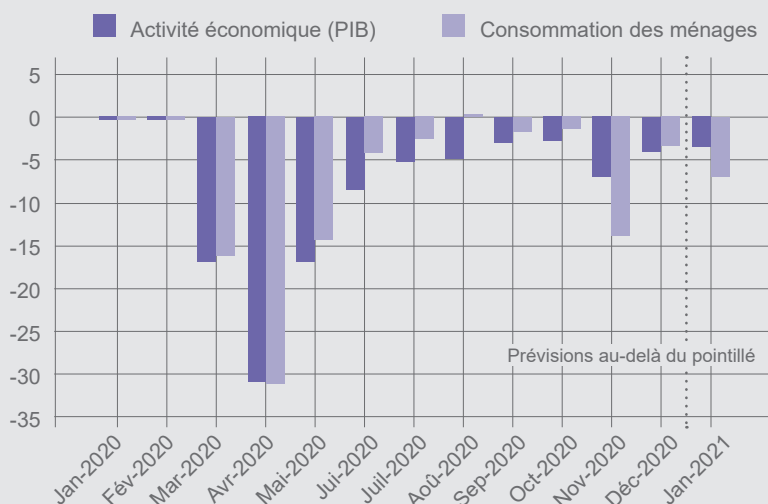
Source : Banque de France, Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, janvier 2021

**CONJONCTURE NATIONALE : LA PRODUCTION SE STABILISE, LA CONSOMMATION FLUCTUE**

Dans son point de conjoncture de février 2021, l'Insee estime que l'activité économique au sens du PIB serait demeurée en janvier 2021 à son niveau de décembre 2020, soit 4% sous son niveau d'avant-crise. Lors du deuxième confinement, entre le 30 octobre et le 14 décembre 2020, l'activité économique s'est révélée supérieure aux prévisions, avec un choc en grande partie circonscrit aux secteurs les plus exposés. L'écart du Produit intérieur brut (PIB) à son niveau d'avant-crise atteint -8% en novembre 2020 (loin des -32% du mois d'avril 2020).

La consommation des ménages a, quant à elle, chuté en novembre 2020 (-15% par rapport au niveau d'avant-crise), avant de rebondir fortement en décembre 2020. En janvier 2021, elle repart à la baisse (-7% par rapport au niveau d'avant-crise), avec plusieurs facteurs explicatifs : fin du rattrapage des achats reportés pendant le confinement, mise en place du couvre-feu, soldes d'hiver retardées.

**Estimations et prévisions mensuelles du PIB et de la consommation des ménages**  
Écart au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (en pourcentage)



Source : calculs et prévisions Insee



# L'emploi salarié total

## Définitions

**Champ :** emploi salarié total, y compris les salariés de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Données corrigées des variations saisonnières, provisoires pour le dernier trimestre.

**Source :** Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

## Un vif rebond de l'emploi au troisième trimestre

Fin septembre 2020, la circonscription départementale du Rhône compte 907 500 emplois salariés, en hausse de 15 300 emplois par rapport au trimestre précédent (+1,7%). Ce rebond vigoureux, après deux trimestres de baisse, permet au Rhône de se rapprocher de son niveau d'avant-crise, sans toutefois l'atteindre (908 600 emplois salariés fin septembre 2019).

Le rebond concerne tous les grands secteurs d'activité à l'exception de l'industrie : l'emploi industriel recule de 0,3% dans le Rhône par rapport au trimestre précédent. En revanche, la hausse est particulièrement vive dans l'intérim (+18,7% sur un trimestre) et la progression se poursuit dans la construction (+0,9%).

## Un nouveau repli attendu

Au niveau national, les premières estimations de l'Insee indiquent un repli modéré (-0,2%) de l'emploi salarié dans le secteur privé entre fin septembre et fin décembre 2020. L'emploi intérimaire augmente fortement pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif, sans toutefois retrouver son niveau d'avant-crise. À l'inverse, l'emploi industriel baisse à nouveau.

En 2021, l'Unédic fait l'hypothèse que la fin des mesures de maintien de l'emploi au cours de l'année, dans une conjoncture encore fragile, entraînerait la destruction de 230 000 emplois au niveau national.

### DANS L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYON SAINT-ÉTIENNE

Un rebond de l'emploi salarié visible dans tous les départements :

**+1,8%**  
Ain

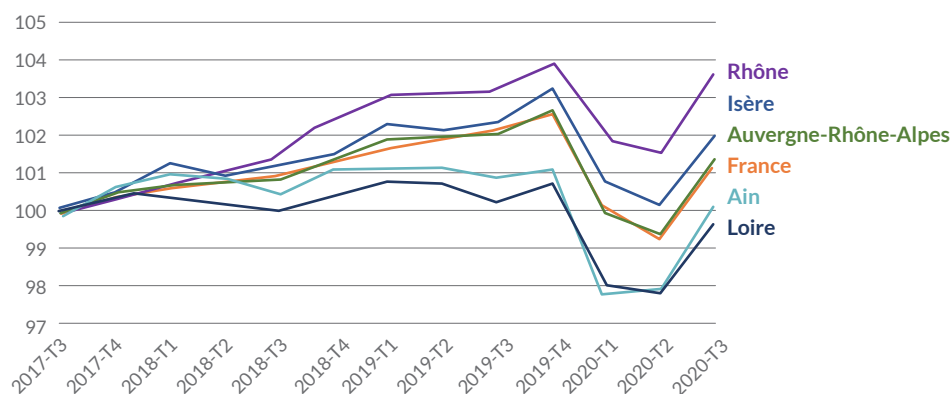
**+1,7%**  
Rhône

**+1,6%**  
Loire

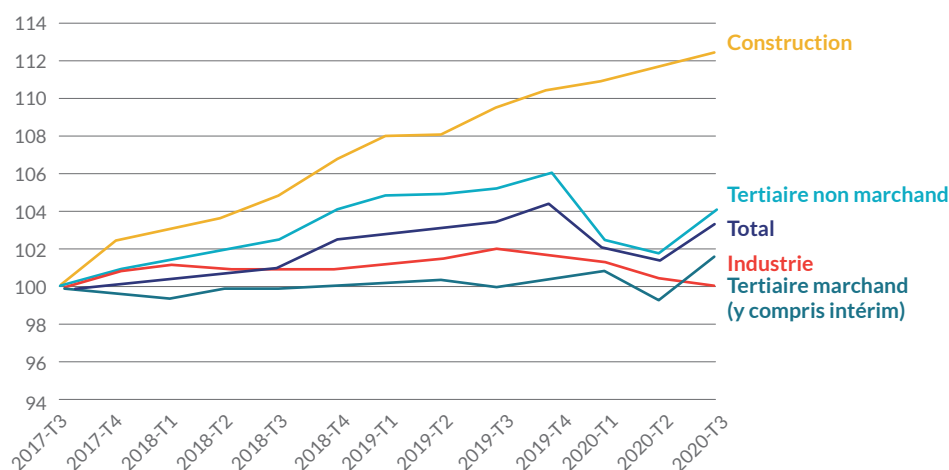
**+1,5%**  
Isère

(évolution entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre 2020)

Évolution de l'emploi salarié total depuis trois ans  
(en indice base 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)



Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône  
(en indice base 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017)





# L'emploi salarié du secteur privé

## Définitions

**Champ :** emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel (sauf administrations publiques, éducation et santé non marchande, salariés à domicile des ménages et entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole).

**Source :** Urssaf Rhône-Alpes ; données brutes, évolutions annuelles

**Périmètre :** métropole de Lyon. Découpage des conférences territoriales des maires selon les anciens périmètres.

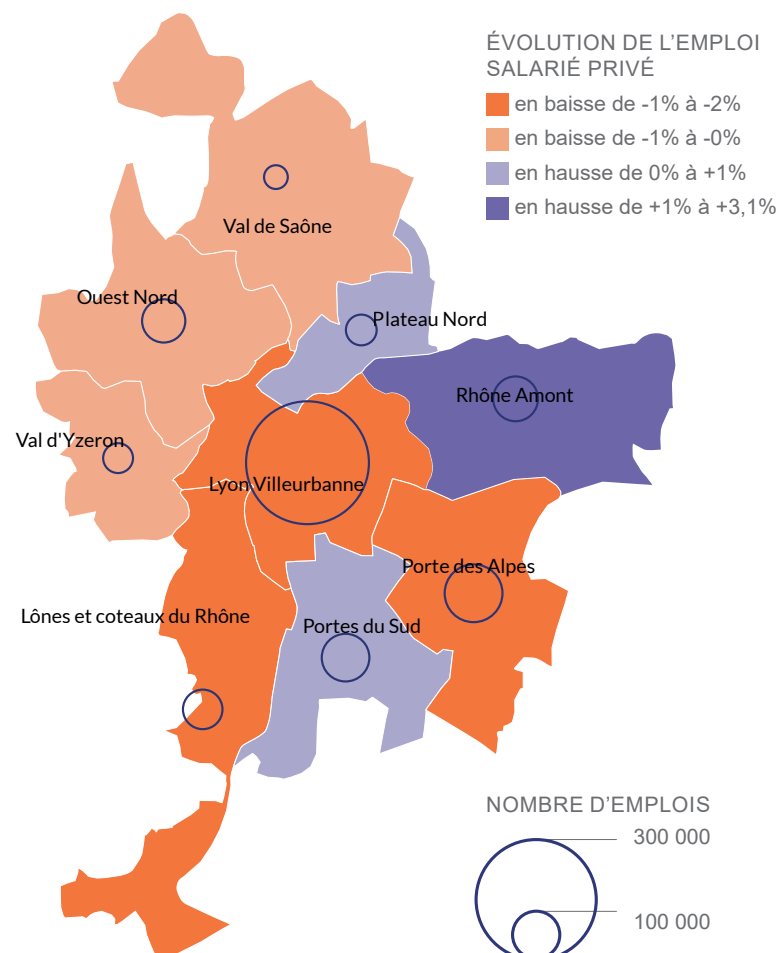
## Une évolution très favorable dans le BTP

Les établissements privés de la métropole de Lyon emploient 596 400 salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2020. Ce chiffre est en baisse de 0,6% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, soit près de 3 900 emplois perdus en un an. Les évolutions des différents secteurs d'activité sont contrastées. En un an, et malgré la crise sanitaire, le bâtiment et les travaux publics affichent une belle progression de +3% et plus de 1 100 emplois créés. Dans le même temps, les services aux entreprises, y compris l'intérim, enregistrent un net recul de 1,7% (4 100 emplois perdus), de même que l'industrie (-1,1% et 900 emplois perdus).

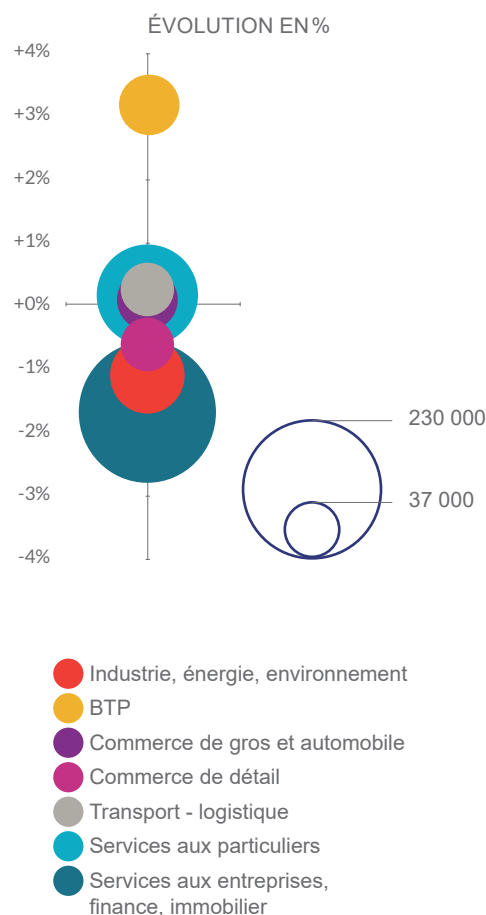
## Un recul de l'emploi dans la plupart des territoires

La conférence territoriale des maires Rhône Amont se démarque, avec une hausse de l'emploi de 3,1% sur un an à laquelle quasiment tous les secteurs d'activité contribuent : BTP, transport-logistique, mais aussi industrie et services aux entreprises. Plateau Nord et Portes du Sud enregistrent également une progression de l'emploi depuis un an, mais avec des baisses dans l'industrie et les services aux entreprises. À Lyon et Villeurbanne, ce sont les secteurs du commerce de détail et des services aux entreprises qui contribuent au recul de l'emploi.

## Les effectifs salariés dans la métropole de Lyon au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 et évolution annuelle



## Nombre d'emplois salariés privés au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 et évolution annuelle par secteurs d'activité dans la métropole de Lyon





# Les demandeurs d'emploi

## Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)

Source : Pôle emploi

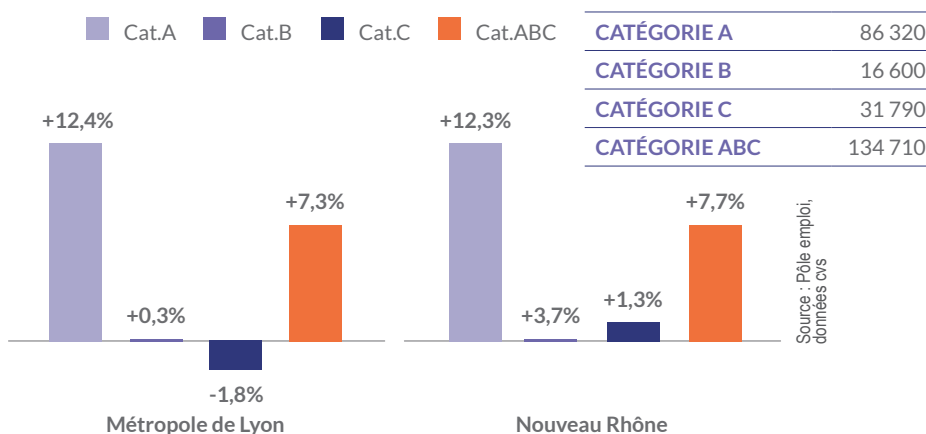
**134 710**  
demandeurs  
d'emploi de  
catégorie ABC  
dans la  
métropole de  
Lyon

## 9 600 demandeurs d'emploi supplémentaires sans activité entre février et décembre 2020

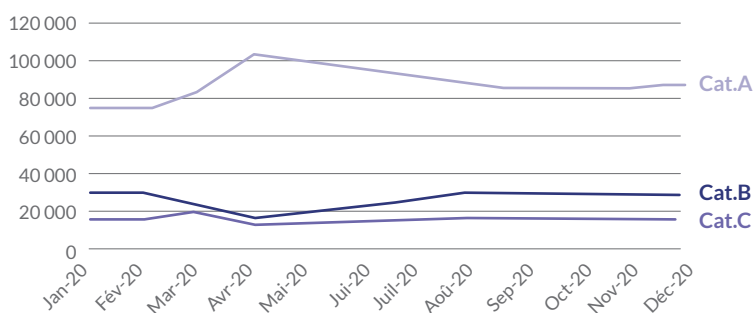
Depuis février 2020, les effectifs de demandeurs d'emploi de catégorie A ont crû de 12,4% dans la métropole de Lyon. Au cours des dix derniers mois, les plus fortes hausses ont concerné les mois de confinement à savoir mars, avril et novembre 2020 avec un pic observé de +23% sur le seul mois avril.

Au cours du mois de décembre 2020, les effectifs de demandeurs d'emploi enregistrent des évolutions très contrastées selon les catégories : les catégories A sont stables, les catégories B sont en baisse et les catégories C en hausse.

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi, entre février et décembre 2020



### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre janvier et décembre 2020 dans la métropole de Lyon





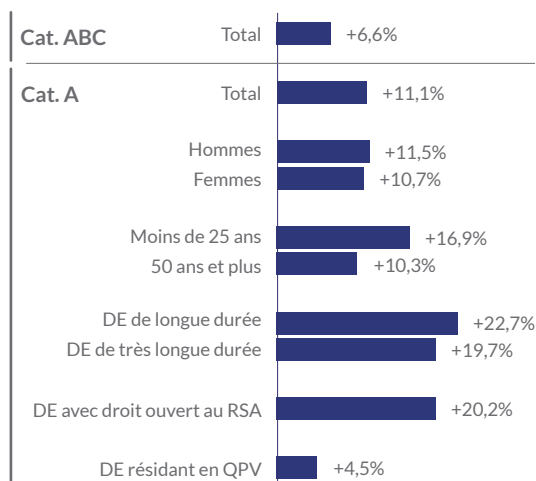
## Une accentuation des entrées à Pôle emploi à la suite d'un licenciement économique et une hausse toujours soutenue des premières entrées

Pôle emploi enregistre -6% de sorties cumulées au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2020 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, signe de la baisse continue des opportunités d'emploi dans la période actuelle. Sur l'année 2020, la baisse atteint 12,3% avec un recul très marqué au 2<sup>e</sup> trimestre (-32%).

Du côté des inscriptions à Pôle emploi, les entrées sont globalement en recul sur le 4<sup>e</sup> trimestre (-4,6%) en comparaison avec le 4<sup>e</sup> trimestre 2019. Néanmoins, la hausse des inscriptions à la suite d'un licenciement économique s'accroît (+19,1%) sur le dernier trimestre 2020. Ce constat est à nuancer au regard du poids de ce motif d'entrée (2% du total des entrées). Les premières entrées dont la majorité correspond aux jeunes diplômés primo-entrants sur le marché du travail et les reprises d'activité augmentent significativement (+4,6%).

Plus encourageant, les entrées pour fin de CDD et fin de mission d'intérim sont en recul pour le 2<sup>e</sup> trimestre consécutif après des hausses marquées sur les deux premiers trimestres de 2020.

### Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil



QPV : Quartier Politique de la ville  
Source : Pôle emploi – STMT – Données brutes

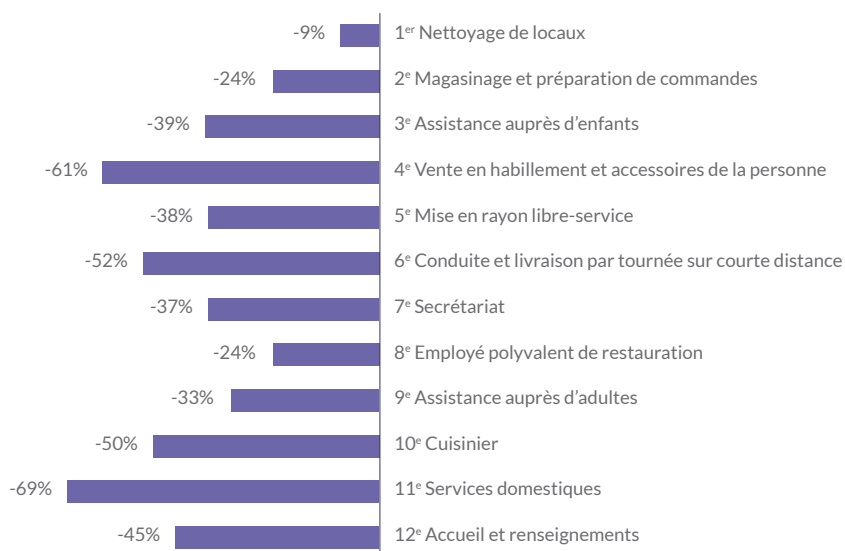
## Les jeunes et les demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, principales victimes de la crise économique

Fin décembre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C atteint 151 310 personnes. Parmi elles, 86 320 n'ont eu aucune activité (catégorie A). La métropole de Lyon compte 16,9% de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de catégorie A supplémentaires en un an (+1 700). Les jeunes néo-actifs se heurtent de plein fouet à la frilosité des entreprises à recruter dans cette période de récession économique. Le recul brutal de l'intérim principalement sur le 2<sup>e</sup> trimestre et des perspectives d'embauche en général a conduit nombre d'entre eux à s'inscrire comme demandeurs d'emploi ou à rester inscrits faute de perspectives d'embauche.

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant un droit ouvert au RSA sont également en plus forte augmentation (respectivement +22,7% et +20,2% par rapport à décembre 2019). Ces personnes durablement éloignées du marché du travail souvent moins qualifiées se positionnent sur des métiers peu ou pas qualifiés dont certains d'entre eux sont fortement impactés par la crise comme l'hôtellerie-restauration, le commerce.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi au 4<sup>e</sup> trimestre est en fort recul par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (-30%). Parmi les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi sur la période de janvier à décembre 2020, on observe une baisse des offres d'emploi collectées par rapport à l'année 2019 pour l'ensemble d'entre eux. Le recul des offres atteint 69% pour les services domestiques, 61% pour la vente en habillement, 52% pour la conduite et livraison par tournée sur courte distance et 50% pour les cuisiniers. Le premier métier recherché est le nettoyage de locaux. Il n'enregistre qu'une diminution modérée du nombre d'offres avec -9%.

### Les 12 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi : évolution du nombre d'offres collectées sur un an glissant (janvier à décembre 2020)



# Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA)

## Définitions

Le Revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La Prime d'activité (PPA) est une prestation vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

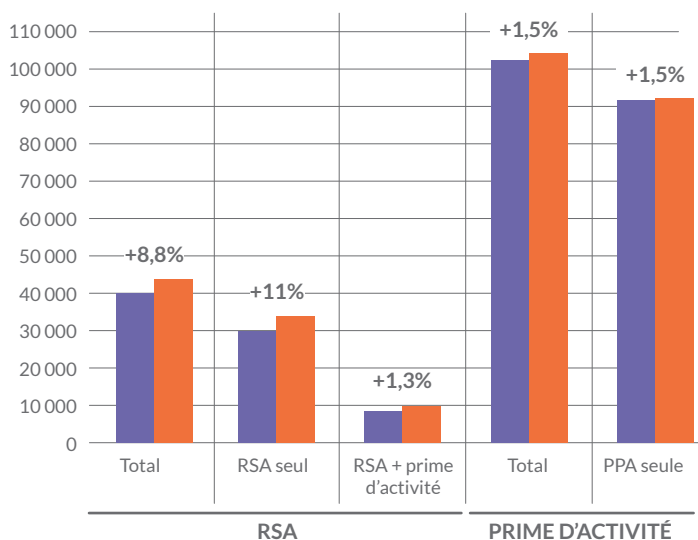
## 2 950 foyers supplémentaires bénéficiaires du RSA entre décembre 2019 et décembre 2020

Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 44 000 fin décembre 2020, ce qui représente une hausse de 8,8 % et 3 550 foyers supplémentaires en un an. Dans le même temps, le nombre de foyers bénéficiaires de la Prime d'activité (PPA) augmente de 1,5 % pour atteindre 103 540 fin décembre 2020 (+1 390 foyers).

La croissance la plus forte s'observe pour les foyers percevant le RSA uniquement (sans PPA) avec +11% en un an. Cette hausse est étroitement corrélée au recul des opportunités d'emploi.

Le solde des entrées-sorties au RSA au cours du mois de décembre est négatif pour la première fois en 2020. Les sorties ont été supérieures aux entrées avec 2 002 entrées pour 2 384 sorties au cours du mois de décembre.

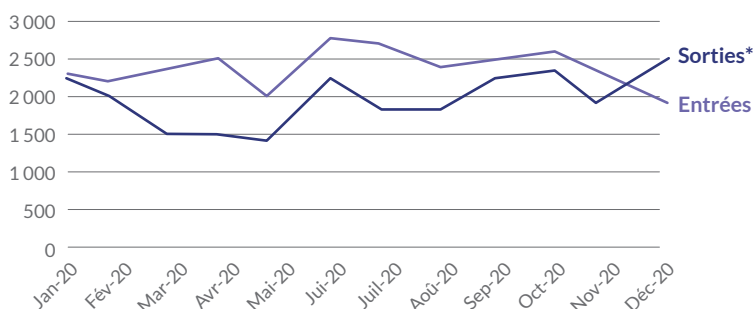
## Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre décembre 2019 et décembre 2020



## Nombre de foyers allocataires fin décembre 2020

Allocataires RSA	44 000
Allocataires PPA	103 540

## Les entrées et sorties mensuelles du RSA



\*Les sorties du RSA correspondent au cours du mois au passage de la situation de bénéficiaire du RSA à bénéficiaire de la prime d'activité sans RSA, à bénéficiaire du RSA et/ou de la prime d'activité avec des droits suspendus ou à sortant des deux dispositifs.



# Les créations d'entreprise

## Définition

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur.

**Source :** Insee (données brutes)

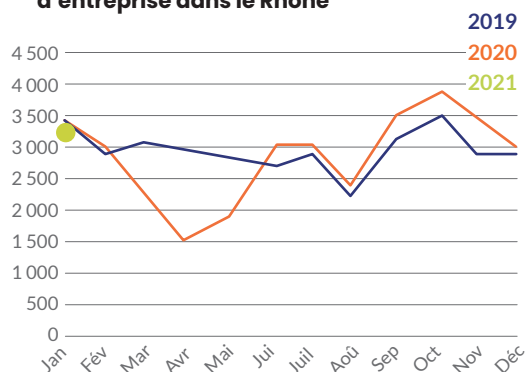
**Périmètre :** circonscription départementale du Rhône

## Un reflux en janvier

3 160 entreprises ont été créées dans le Rhône en janvier 2021. Pour la première fois depuis le mois de juin 2020, ce chiffre mensuel s'inscrit en baisse sur un an (-8 % par rapport à janvier 2020) : le fort dynamisme des créations d'entreprises tout au long du second semestre semble donc ralentir dans le Rhône. Ce tassement est moins visible au niveau régional (-4 %), alors que les créations sont toujours en hausse au niveau national (+4 %).

Au total sur l'année 2020, 34 630 créations d'entreprises ont été enregistrées dans le Rhône, un chiffre proche de celui de 2019 (34 990 créations).

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



# Les défaillances d'entreprise

## Définitions

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les rétablissements professionnels et les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

**La prévention** des difficultés des entreprises passe par le mandat *ad hoc* (confidentiel) et la conciliation (règlement amiable).

**Source :** Tribunal de commerce de Lyon

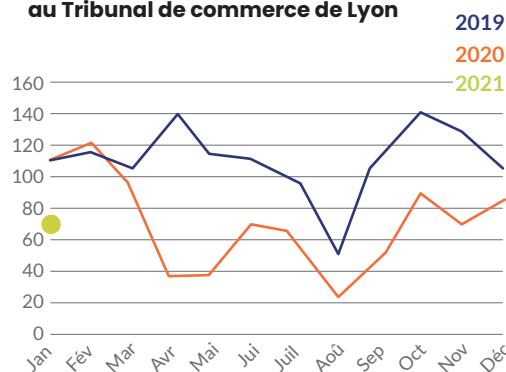
**Périmètre :** Ressort du Tribunal de commerce de Lyon

## Les défaillances au plus bas

Avec seulement 67 défaillances en janvier (contre 110 l'an passé), l'année 2021 commence dans la lignée de la précédente. Au cours de l'année 2020, 850 procédures collectives ont été ouvertes par le Tribunal de commerce de Lyon, soit 35% de moins qu'en 2019 (1 310 procédures). Comme au niveau national, les entreprises lyonnaises ont été soutenues par les mesures exceptionnelles mises en place (prêt garanti par l'État, report de charges ou d'échéances de prêt, activité partielle...) ainsi que par l'application de règles particulières concernant les cessations de paiement.

Les inquiétudes sont fortes pour 2021, lorsque les entreprises devront commencer à rembourser leurs dettes ainsi que les charges reportées, dans un contexte économique incertain. Une explosion des défaillances, et notamment des liquidations judiciaires (qui représentent 80 % des procédures), est redoutée par les tribunaux de commerce.

Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



Les procédures amiables ont été peu utilisées. Si le nombre de sauvegardes progresse de 62% au Tribunal de Lyon (34 entreprises concernées en 2020), les mandats *ad hoc* ainsi que les conciliations sont en baisse (respectivement -18% et -25%).

# Le commerce extérieur

## Définitions

La balance commerciale comptabilise les échanges de marchandises avec des pays tiers.

Elle n'inclut pas les services ni les échanges de matériel militaire. Les échanges de gaz naturel et d'électricité sont attribués par convention à la Région Île-de-France. Il n'y a pas de correction de variations saisonnières.

À l'exportation, c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné (et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte). À l'importation, c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué.

**Source :** Douanes françaises

**Périmètre :** circonscription départementale du Rhône.

## Un recul des échanges en 2020

Contrairement au niveau national, la balance commerciale du Rhône s'est améliorée au cours de l'année 2020, même si elle reste largement déficitaire : le déficit commercial en biens s'établit à 4,86 milliards d'euros en 2020, après 6,08 milliards en 2019. Le recul des exportations (-8,3 % par rapport à 2019) a en effet été moins marqué que celui des importations (-11,7 %), dans un contexte de ralentissement du commerce mondial du fait de la crise sanitaire.

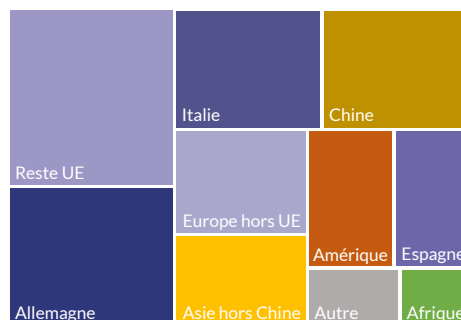
Les principaux produits exportés par le Rhône sont les produits chimiques (26 % des exportations) et les produits pharmaceutiques (10 %). Côté importations, les principaux produits sont les machines et équipements (9 % des importations), les produits de la construction automobile et les produits pharmaceutiques (8 % chacun). En lien avec les achats massifs de masques de protection et avec la généralisation du télétravail, une forte croissance des importations de produits de l'industrie textile (+69 %) et d'ordinateurs (+44 %) est notée.

## Des liens très forts avec l'Allemagne

L'Allemagne est le premier partenaire commercial du Rhône, de même qu'au niveau national : premier fournisseur de biens (22 % des importations du Rhône en 2020 proviennent d'Allemagne) et premier client (14 % des exportations du Rhône sont à destination de l'Allemagne). Suivent l'Italie et l'Espagne, avec respectivement 11 % et 10 % des exportations du Rhône. Côté importations, la Chine se hisse à la troisième place et représente 12 % des importations.

Le Rhône est le principal contributeur de la région Auvergne-Rhône-Alpes : il représente 24 % des exportations et 29 % des importations de la région en 2020.

## Origine géographique des importations du Rhône en 2020

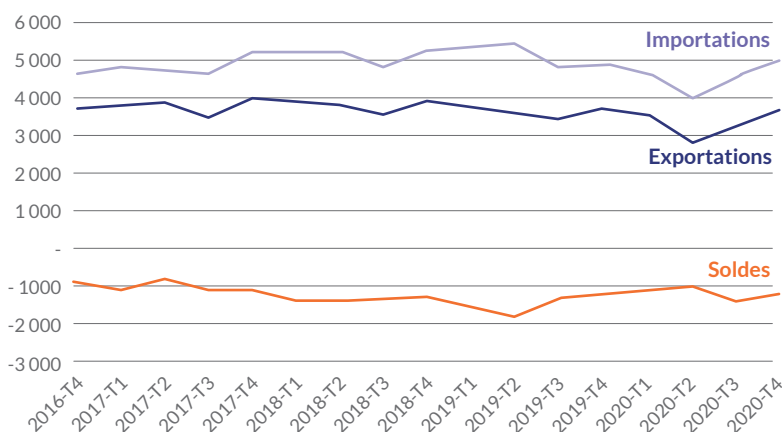


## DANS L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYON SAINT-ÉTIENNE

Deux départements affichent une balance commerciale excédentaire en 2020 : l'Ain et l'Isère. Dans l'Ain, les exportations sont tirées par les composants et cartes électroniques (25 % des exportations) et les produits de la construction automobile (15 %). Dans l'Isère, ce sont les produits pharmaceutiques (16 %) et le matériel électrique (10 %).

La Loire enregistre un léger déficit commercial en 2020. Ses principales exportations sont les produits chimiques de base (16 %) et les produits alimentaires (10 %).

## Évolution du commerce extérieur du Rhône (en millions d'euros)





# L'immobilier d'entreprise

## Définitions

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Source : Cecim

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

**-7%**  
demande placée en locaux d'activité

## Locaux industriels et immobilier logistique très actifs

Malgré les remous d'une année 2020 marquée par la crise sanitaire, le marché lyonnais de l'immobilier d'entreprises affiche une belle résistance, tout particulièrement sur les segments des locaux d'activité et de la logistique.

Le marché des locaux d'activité confirme la solidité du socle industriel lyonnais : avec 342 000 m<sup>2</sup>, la demande placée est proche de la moyenne décennale, malgré un léger recul (-7 %) par rapport à 2019. Le phénomène de tertiarisation des demandes se poursuit (la part des bureaux dans les projets industriels s'accroît).

En logistique, la région lyonnaise termine une année plus active que la précédente : avec 373 500 m<sup>2</sup>, la demande placée a été largement supérieure à la moyenne décennale et fait suite à une année 2019 peu dynamique. Le Nord-Isère accueille près de 45 % des surfaces placées.

Pour les locaux industriels comme pour la logistique, les professionnels s'inquiètent du manque de foncier économique disponible, poussant les utilisateurs, notamment logisticiens, vers les périphéries et conduisant à l'augmentation des prix de vente et des loyers.

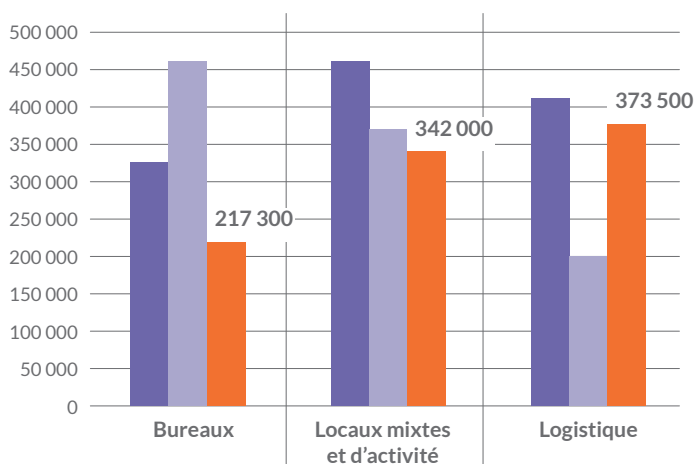
## Un fort recul sur le marché des bureaux

La situation du marché des bureaux est plus mitigée : avec 217 300 m<sup>2</sup> placés, le marché enregistre une très forte contraction (-52 %) par rapport à une année 2019 qui avait été exceptionnelle. Ce sont surtout les transactions de grande taille qui ont été moins nombreuses, la demande restant forte sur des surfaces inférieures à 5 000 m<sup>2</sup>. Les professionnels de l'immobilier soulignent la prudence des grands groupes : face aux incertitudes sanitaires et économiques et face à la généralisation du télétravail, les prises de décision sont plus longues, mais les projets ne sont pas forcément abandonnés. En 2020, le quartier de Gerland accueille 20 % des surfaces placées, la Part-Dieu 14 %.

## L'investissement résiste

La place lyonnaise reste attractive pour les investisseurs. En 2020, près d'1,6 milliard d'euros d'actifs a été acquis dans la région lyonnaise, ce qui fait de Lyon, selon la Fnaim Entreprises, « la ville de province la plus prisée par les investisseurs », notamment pour l'immobilier tertiaire qui représente les deux tiers des transactions.

Demande placée par segment (en m<sup>2</sup>)





# Zooms sectoriels

Sélection d'événements concernant les établissements de l'aire d'attraction de Lyon, d'août 2020 à mi-janvier 2021 et conjoncture sectorielle.

## ► Santé, sciences de la vie et technologies médicales

### Des investissements à venir

Dans le monde de la santé, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a bouleversé l'activité des différents acteurs. Fortement sollicitées au printemps 2020, les entreprises pharmaceutiques enregistrent des niveaux de production plus irréguliers depuis l'automne, avec notamment un fléchissement de la demande étrangère. Les sociétés de technologies médicales (dispositifs et outils de chirurgie) ont enregistré des baisses de commande et des chutes de production plus importantes. À l'inverse, le développement des sociétés de e-santé a été accéléré par la crise sanitaire (télémédecine, suivi à distance...).

En 2021, de multiples investissements sont annoncés pour renforcer les capacités de productions pharmaceutiques en France, et notamment relocaliser certains principes actifs essentiels. Plusieurs projets locaux sont soutenus par l'État dans ce cadre, comme les projets du Laboratoire Aguettant, de Delpharm/Biospeedia ou de Seqens ; un nouvel appel à manifestation d'intérêt a été lancé début 2021. Les fabricants de vaccins sont également mobilisés pour soutenir la production mondiale.

## ► Mode et textile

### Un climat morose

L'année 2020 a remis l'industrie textile sur le devant de la scène et souligné l'importance d'une capacité de production locale. Cependant, les entreprises de la région interrogées par la Banque de France en janvier 2021 font état d'un climat de morosité et d'inquiétude, avec une absence de visibilité et des carnets de commande toujours dégradés.

Au niveau national, le rapport « Relocalisation et mode durable » réunit 36 propositions, avec l'ambition de doubler à terme la part du « Fabriqué en France » dans la consommation de textiles, linge de maison et chaussures. La prise en compte de l'impact environnemental est de plus en plus présente ; l'événement « Demain le textile : au fil de l'économie circulaire », organisé en octobre par Techtera, Unitex, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Ciridd en est un exemple.

<b>LABORATOIRE AGUETTANT</b>	45 M€ investis sur trois sites dont Lyon et Saint-Fons et création de 75 emplois. Médicaments hospitaliers
<b>LCI MEDICAL</b>	Rachat par le Francilien Safe Orthopaedics ; 2 M€ investis dans l'extension du site de Fleurieux-sur-l'Arbresle. Implants orthopédiques
<b>MAAT PHARMA</b>	Levée de fonds complémentaire ; au total, 25 M€ levés pour déployer ses produits. Biothérapies
<b>MEDICREA</b>	Rachat par l'Américain Medtronic. Implants rachidiens
<b>NOUVEAL</b>	Levée de 3 M€ pour déployer ses produits. Solutions digitales en santé
<b>SANOFI GENZYME</b>	15 M€ investis à Lyon-Gerland pour la fabrication de traitements innovants. Bioproduction

<b>CLIM 8</b>	Levée de 2,75 M€ pour accélérer l'international et la R&D. Textiles connectés
<b>CUIR MARIN DE FRANCE</b>	Levée de fonds pour accélérer son développement. Tannerie
<b>GROUPE JABOULEY</b>	Création de la Maroquinerie des Pierres Dorées, à Bully. Produits en cuir ou en textile



## ► Systèmes de transport

### Un redressement notable en région lyonnaise

L'année 2020 a été difficile pour les fabricants de matériels de transport, industries automobiles et aéronautiques en tête. Étant donné son positionnement, la région lyonnaise est cependant moins touchée que d'autres régions, même si des plans sociaux ont été annoncés. La Banque de France note ainsi, en début d'année 2021, une accélération du rythme de production, des carnets de commande jugés corrects et l'arrêt des baisses d'effectifs. Malgré une forte chute sur le marché des véhicules industriels en 2020 (les immatriculations de poids lourds ont reculé de 25 % en France), les perspectives restent bien orientées.

Dans l'aire d'attractivité de Lyon, neuf projets sont soutenus par l'État dans le cadre du plan pour la modernisation de la filière aéronautique (sur 259) et huit projets dans le cadre de la modernisation de la filière automobile (sur 260).

## ► Chimie, environnement et énergie

### Des perspectives encourageantes

Au début de l'année 2021, les industries chimiques connaissent un niveau d'activité proche du niveau d'avant-crise. En Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque de France note que les carnets de commande se sont regarnis ces derniers mois, permettant d'envisager la poursuite d'une activité favorable et des renforts en effectifs. Les évolutions sont cependant contrastées selon les marchés : les sites chimiques travaillant pour l'aéronautique et la cosmétique souffrent du manque de visibilité, alors que ceux travaillant pour l'agroalimentaire, les produits de détergence, la pharmacie ou le bâtiment ont retrouvé une activité soutenue, selon France Chimie Aura.

L'année 2020 a été une année charnière pour les énergéticiens, avec des choix majeurs pour les grands groupes nationaux, EDF, Total et Engie notamment. La dynamique des renouvelables, ralentie par la crise en 2020, devrait être soutenue en 2021, alors que la filière hydrogène commence à se structurer.

<b>EVE SYSTEM</b>	Projet de nouveau site à Taluyers pour accompagner sa croissance. Intelligence embarquée et propulsion électrique
<b>GREENMOT</b>	Extension des capacités d'essais et recrutements. Essais et R&D des systèmes motorisés
<b>JTEKT</b>	47 postes supprimés sur le site d'Irigny (1 800 salariés), dans le cadre d'un plan européen (650 postes supprimés). Directions automobiles
<b>RENAULT TRUCKS</b>	Suppression de 300 postes à Vénissieux et Saint-Priest. Véhicules industriels
<b>SMOOVE</b>	Regroupement des activités à Oullins et recrutement. Vélos en libre-service

<b>ENEDIS</b>	Projet de regroupement à Lyon-Gerland de 1 400 salariés, dont le siège national des services informatiques et télécom, d'ici l'automne 2022. Réseaux électriques
<b>ENGIE</b>	Mise en service de la plateforme de R&D semi-industrielle Gaya, à Saint-Fons. Gaz renouvelables
<b>NOVASEP</b>	6,5 M€ investis à Chasse-sur-Rhône (38) pour accroître la production de principes actifs. Chimie pharmaceutique
<b>SEQENS</b>	65 M€ investis pour relocaliser des productions de molécules, sur 4 sites en France dont Bourgoin-Jallieu (38). Chimie pharmaceutique
<b>SOLVAY</b>	Création avec Axel'One du projet AdChem4 pour faciliter l'industrialisation des start-up et PME, doté de 12 M€. Chimie et matériaux



## ► Bâtiment et travaux publics

### Un fort rebond dans le bâtiment

L'activité dans le bâtiment est proche de son niveau d'avant-crise. Après l'effondrement du premier confinement, l'activité a fortement rebondi en mai et juin 2020 puis s'est inscrite dans une tendance positive durable. Les carnets de commande, déjà bien garnis, continuent à se remplir et les besoins en main d'œuvre qualifiée persistent. La reprise est particulièrement forte dans l'entretien-rénovation. La situation est moins favorable dans les travaux publics. L'activité se maintient en fin d'année mais les carnets de commande sont jugés dégradés, du fait notamment d'une diminution des appels d'offre émanant des collectivités, ce qui fait craindre une sous-activité dans les mois à venir.

## ► Tourisme, culture, loisirs

### Des activités à l'arrêt

Les entreprises du tourisme, de l'événementiel, de la culture, du sport et des loisirs sont les plus touchées par les effets de la crise sanitaire. En matière touristique, l'année 2020 a été marquée par un arrêt brutal pendant le premier confinement, suivi d'une activité estivale tout à fait honorable à Lyon à partir de la mi-juin, grâce à un important visitorat national et régional. OnlyLyon Tourisme note cependant une arrière-saison moins touristique qu'espéré.

Dans l'hôtellerie, le revenu par chambre disponible, qui est le principal indicateur d'activité, s'est contracté de 59 % dans la métropole de Lyon en 2020 par rapport à 2019. La baisse est de 61 % au niveau national, selon MKG. La réduction des déplacements d'affaires, l'annulation de nombreux événements professionnels majeurs et un visitorat d'agrément contraint dans ses déplacements (confinement, couvre-feu...) expliquent ces faibles performances, particulièrement sensibles dans l'hôtellerie haut de gamme. Restaurants, bars, discothèques, loisirs marchands et lieux de culture subissent les effets des fermetures administratives, sans date de réouverture connue à ce jour. La visibilité est nulle et les perspectives incertaines.

## ► Commerce de gros

### Une baisse d'activité en 2020

Les ventes en volume sont globalement en recul en 2020 dans le commerce de gros, avec des contrastes selon les secteurs. La baisse des ventes est particulièrement sensible pour les grossistes en boissons, en produits alimentaires, en habillement-chaussure. À l'inverse, les ventes s'affichent en hausse pour les grossistes en vaisselle-produits d'entretien, en produits chimiques et en produits pharmaceutiques.

<b>AÉROPORTS DE LYON</b>	3,6 millions de passagers en 2020, soit un recul de 70 %. Aéroport
<b>OL GROUPE</b>	Fort recul des activités ; renouvellement du nommage du stade avec Groupama Auvergne-Rhône-Alpes. Club de football
<b>PATADÔME THÉÂTRE</b>	Projet culturel flottant L'île Ô, à Lyon ; 2 M€ investis.

<b>THERMADOR</b>	Construction d'un nouvel entrepôt et projet de nouveau bâtiment à Saint-Quentin-Fallavier ; 19 M€ investis à terme. Matériels pour la circulation des fluides
------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



## ► Services financiers et assurance

### Des acteurs au service de l'économie

Les banques ont connu une année 2020 compliquée, avec une chute marquée de leur résultat (-40 % sur les neuf premiers mois de l'année pour les principales d'entre elles). Les crédits aux entreprises ont représenté une forte activité : 21 800 prêts garantis par l'État (PGE) ont été accordés dans le Rhône.

L'activité des assureurs a été soutenue tout au long de l'année 2020, en accompagnement des assurés (entreprises et personnes) mais avec pour l'instant une faible sinistralité. Dans la région, le Cluster Assurance AuRA prend le nom d'Assurance Vallée et poursuit ses actions en faveur de la visibilité et de l'attractivité des métiers.

## ► Commerce de détail

### Des secteurs en fort recul

Les activités commerciales demeurent affectées par les effets de la crise sanitaire : en 2020, les ventes en volume se sont repliées, après une décennie de croissance régulière. Les secteurs de la mode (habillement, chaussures, bijouterie...), des biens culturels et de loisirs (presse, articles de sport...) ainsi que le commerce et la réparation d'automobiles sont particulièrement touchés. Les commerces alimentaires, notamment les supermarchés, tirent leur épingle du jeu, grâce à l'augmentation du nombre de repas pris à domicile. La vente à distance continue à progresser. À partir de janvier 2021, la mise en place du couvre-feu puis la fermeture des commerces non alimentaires des grands centres commerciaux viennent assombrir les perspectives.

## ► Agroalimentaire

### Une bonne résistance globale mais des disparités

Le secteur de l'agroalimentaire a connu une année contrastée. Globalement, c'est un des secteurs qui a le mieux résisté à la pandémie, avec une baisse de la production en volume limitée à -3 % en 2020. Comme le souligne l'Ania, « les industries agroalimentaires ont su répondre à la forte accélération de la demande des consommateurs en grande surface, tout en adaptant leurs organisations aux contraintes sanitaires, contribuant pour une partie des entreprises à limiter l'impact de la chute d'activité en consommation hors domicile et à l'export ». Les disparités entre secteurs sont importantes : croissance record pour les surgelés, les conserves, la farine ou les pâtes, bilan mitigé pour les produits frais, fort recul dans les boissons et pour les entreprises tournées vers la restauration hors foyer.

APRIL	Cession de la filiale Axeria Prévoyance (40 % du chiffre d'affaires) à Malakoff Humanis. Courtage en gros
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	Lancement de la Banque de la transition énergétique
SIS ID	Levée de 5 M€ pour accélérer à l'international. Plateforme collaborative de lutte contre la fraude bancaire
CERISE ET POTIRON	Levée de 11 M€ pour poursuivre le développement de l'enseigne. Fruits et légumes
COMPTOIR DE CAMPAGNE	Levée de 3,4 M€ afin de développer la franchise. Commerce de proximité
ECOTONE	Nouveau nom de Wessanen, tête du groupe Bjorg, Bonneterre et Compagnie et transfert du siège des Pays-Bas à Saint-Genis-Laval. Alimentation bio
KIDILIZ	Liquidation judiciaire du groupe ; reprise de la majorité des salariés de Rillieux-la-Pape par CWF. Vêtements d'enfants
LA VIE CLAIRE	Projet de transfert du siège et d'un entrepôt de Montagny à Grigny. Alimentation bio
UNIBAIL-RODAMCO	Ouverture partielle de l'extension du centre commercial de la Part-Dieu, avec 30 nouvelles boutiques

ABATTOIR DE SAINT-ROMAIN-DE-POPEY	Projet de rénovation et d'extension ; 3,5 M€ investis.
REDFARM	Nouveau positionnement et nouveau nom de la Ferme urbaine Lyonnaise. Production en milieu confiné de produits végétaux
SALAISONS CHAMBOST	Extension et restructuration du site de Tarare. Saucissons
SICOLY	2 M€ investis dans une nouvelle machine et rénovation du site de Saint-Laurent-d'Agnay. Transformation des fruits

# Chiffres clés de la métropole de Lyon

**596 400**

emplois salariés  
du secteur privé

Urssaf, 3<sup>e</sup> trimestre 2020

**134 710**

demandeurs d'emploi  
de catégories ABC

Pôle Emploi, données brutes, fin décembre 2020

**8,8%**

taux de chômage

Insee, 3<sup>e</sup> trimestre 2020

Nous remercions  
l'Aderly Invest in Lyon,  
la Banque de France,  
le Cecim,  
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,  
la CMA Lyon-Rhône,  
l'Insee,  
le Medef Lyon-Rhône  
la Métropole de Lyon,  
Onlylyon tourisme,  
Pôle emploi,  
le Tribunal de commerce de Lyon,  
l'Urssaf  
et la Ville de Lyon  
pour leur participation à l'élaboration  
de cette publication.



Tour Part-Dieu, 23<sup>e</sup> étage  
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03  
Tél. 04 81 92 33 00  
[www.urbalyon.org](http://www.urbalyon.org)

Directeur de la publication : **Damien Caudron**  
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 32 40 [c.garinhameline@urbalyon.org](mailto:c.garinhameline@urbalyon.org)  
ISSN 0753-3454